



## CTPM du 11 juillet 2011

« *Monsieur le Ministre* »

Lors de votre dernière présidence de ce CTPM du 13 février 2008, l'UNSA- ITEFA avait appelé votre attention, avec force et vigueur, sur les conséquences gravissimes et prégnantes de la RGPP entraînant *la disparition de la FP « à la française », issue de l'esprit républicain et démocrate du Comité national de la Résistance, en vous précisant notamment qu'à partir de 2008, « être fonctionnaire ne sera plus un choix entre un métier, des missions, choisis par l'agent, mais une obligation de prendre un poste désigné par l'autorité, sans aucune garantie » : ces références, qui en font souvent sourire certains, sont encore notre fierté puisqu'elles représentent les valeurs de la République et de la démocratie, même si les défis ont changé depuis 1946, et l'affirmation d'une vision civique.*

*Avec la RGPP et la REATE ensuite, une nouvelle ère pour notre pays s'est ouverte, Monsieur le Ministre, puisque depuis 3 ans ont été passées à marche forcée les restructurations de nos services, de nos missions, de nos effectifs et leur corollaire, un dialogue social quasi-inexistant, sans marge de dialogue et de négociation*

*Libéralisme, autocratie, dépendance totale à l'égard des autorités  
Tout est dit et en plus un Etat qui met en place un plan social au rabais  
à l'égard de ses personnels »*

Aujourd'hui, notre constat rejoint celui de Jean-Paul DELEVOYE, dans son dernier rapport comme Médiateur, qui *regrette les "restrictions budgétaires", le manque de moyens et de personnel qui se traduisent par "un service dégradé, plus complexe et moins accessible", qui déplore aussi les "réformes précipitées", "l'empilement législatif" et la "jungle normative" qui "opacifient l'accès des citoyens à l'information et compliquent la tâche des exécutants"*.

**Juillet 2011**



*"Les enjeux déterminants pour notre avenir ne trouvent pas de réponse politique à la hauteur", estime-t-il, pour qui "la fébrilité du législateur trahit l'illusion de remplacer par la loi le recul des responsabilités individuelles et de la morale".*

"Les débats sont minés par les discours de posture et les causes à défendre noyées parmi les calculs électoraux", poursuit-il.

*Que dire de plus fort et de plus vrai face à certains textes imposés ci-après que subissent les fonctionnaires et les usagers du service public dans un temps record, sans transition ni pédagogie, dans une agitation technocratique jamais atteinte et avec une « parfaite langue de bois » dans les instances avec les partenaires sociaux.*

*C'est du monologue institutionnel ! Quel symbole détourné au ministère du travail !*

Pourtant, nous n'avons pas cessé d'alerter sur :

- sur les bouleversements inqualifiables de la RGPP au niveau des compétences ministérielles et leurs conséquences néfastes sur un service public « déboussolé »
- sur la mise place anarchique des DIRECCTE et sur la mise en oeuvre à la hache de la REATE sans concertation et réflexion stratégique dans un contexte de crise nationale et internationale
- sur « l'autisme » volontaire des responsables de cette nouvelle architecture des services
- sur la souffrance grandissante des personnels devant ce tohu-bohu permanent de l'angoisse du lendemain et devant le fracas du silence qui seul leur répond
- sur « l'usure » des représentants syndicaux par ce constat d'impuissance devant ce mur d'indifférence, voire limite de mépris
- sur ce dialogue social qui ne l'aît plus que de nom, devenu « simulacre, pantomime » sinistre et parfois aux conséquences tragiques.

C'est l'intégrité de la parole des agents, de la notre, représentants syndicaux, légitimés par les élections, qui est mise en doute en permanence soit par des non réponses, soit par des intimidations faites aux personnels pour qu'ils nous taisent leurs problèmes, soit par des attitudes discourtoises et des paroles blessantes frisant le mépris.

**Juillet 2011**



Nous sommes souvent à la limite de l'usure devant ce déni de l'Autre : et pourtant, comment convaincre, convertir, Monsieur le Ministre, vos représentants afin qu'ils changent leur Regard sur leurs personnels et leurs services afin de leur apporter la plus value qu'ils sont en droit d'attendre et de leur réfléchir ce Miroir d'humanisme qui est la noblesse du service public.

En sollicitant cette rencontre, Monsieur le Ministre, nos OS vous demandent de « remettre à l'ordre du jour des relations sociales basées sur le respect des agents et de leurs représentants, le respect de la lettre et de l'esprit des textes réglementaires qui les régissent et, autant que possible, la recherche du dialogue et des avancées qui peuvent en découler. »

Je vous remercie de votre attention, Monsieur le Ministre.